Le choix de l'anglais après l'indépendance

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Quatre langues officielles et une langue nationale

Le cadre juridique des langues à Singapour s'est formé en trois étapes. En 1955, la Legislative Assembly (assemblée législative) a conféré un statut officiel à l'anglais, au mandarin, au malais et au tamoul. Après l'autonomie interne de 1959, le malais a été accepté comme langue nationale, ce qui était cohérent avec le projet de fusion avec la Malaisie (Malaya). Après la séparation de 1965, les quatre langues ont été confirmées comme langues officielles.[1] Le chapitre C.II décrit les événements politiques de ces années.

La Constitution consacre ce résultat à l'article 153A. Selon son premier paragraphe, le malais, le mandarin, le tamoul et l'anglais « shall be the 4 official languages in Singapore ». Selon le deuxième, la langue nationale « shall be the Malay language and shall be in the Roman script ». Une réserve précise que nul ne peut se voir interdire ou empêcher d'utiliser, d'enseigner ou d'apprendre une autre langue. Elle préserve également le droit du gouvernement de soutenir l'usage et l'étude des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

langues d'autres communautés.[2] L'article 152(2) oblige en outre le gouvernement à protéger et à promouvoir les intérêts des Malais, peuple autochtone de Singapour, y compris leur langue.[3]

La Constitution n'accorde donc à l'anglais aucun rang particulier parmi les quatre langues officielles. La position de l'anglais comme langue de travail repose sur la pratique, sur le système éducatif et sur un petit nombre de règles applicables à certaines institutions. À cet égard, Singapour se distingue de Hong Kong, dont la Loi fondamentale prévoit expressément que l'anglais peut être utilisé comme langue officielle aux côtés du chinois, une comparaison reprise à la fin de ce chapitre.

Idée reçue

On suppose souvent que l'anglais est la langue nationale de Singapour. La langue nationale est le malais, en vertu de l'article 153A(2) de la Constitution, et elle conserve ses fonctions symboliques : l'hymne national *Majulah Singapura* est chanté en malais et les commandements militaires sont donnés dans cette langue.[4] L'anglais est l'une des quatre langues officielles, de rang constitutionnel égal. Sa prédominance comme langue du gouvernement, du droit et des affaires résulte de la politique et de la pratique suivies depuis les années 1960, sans aucune priorité constitutionnelle.

Pourquoi l'anglais

Les dirigeants du People's Action Party (PAP), qui gouverna Singapour à partir de 1959, avaient eux-mêmes été en grande partie formés en anglais. Lee Kuan Yew grandit dans une famille dont l'anglais était la première langue. Il ne commença à apprendre le mandarin qu'en 1955, à l'âge de 32 ans, lorsqu'un adversaire de la campagne électorale de cette année-là exploita son incapacité à converser en chinois.[5] Le choix de l'anglais n'en fut pas moins une décision politique fondée sur plusieurs raisons, que le gouvernement exposa à maintes reprises au cours des décennies suivantes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La première raison était la neutralité. Une langue appartenant à une communauté aurait avantagé celle-ci dans la scolarité, l'emploi et la vie publique. Le mandarin aurait favorisé la majorité chinoise et inquiété les minorités malaise et indienne ainsi que les États voisins. Le malais, langue nationale, était la langue d'une minorité à Singapour. L'anglais n'appartenait à aucune des trois principales communautés et les plaçait donc, du moins en principe, sur un pied d'égalité. La deuxième raison était économique. L'anglais était la langue des entreprises britanniques, américaines et européennes dont l'Economic Development Board entendait attirer les investissements, comme le montre le chapitre C.III. C'était aussi la langue de la science, de la technologie et du commerce international. La troisième raison était l'ouverture au monde. Un petit État sans arrière-pays avait besoin d'une langue qui le relie aux marchés, aux institutions et aux connaissances au-delà de sa région.[6]

Chacune de ces raisons vaut pour la place financière. Les banques étrangères pouvaient recruter du personnel local qui écrivait et parlait la langue de leur siège. L'Asian Dollar Market créé en 1968, examiné au chapitre C.IV, pouvait fonctionner en anglais avec les mêmes documents que le marché des eurodollars à Londres. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), fondée en 1971 et examinée au chapitre C.V, pouvait recruter des fonctionnaires qui lisaient sans traduction les rapports de la Banque des règlements internationaux et du Fonds monétaire international.

De quatre filières à un système national unique

Le choix de l'anglais a été mis en œuvre par l'école sur une période de plus de vingt ans. En 1966, le gouvernement fit du bilinguisme un principe de l'enseignement : chaque élève apprenait l'anglais et une deuxième langue, qui était pour la plupart des élèves la langue officielle de leur communauté.[7] Les parents restaient libres de choisir la filière linguistique de l'école de leurs enfants. Ils choisirent l'anglais en nombre croissant, parce qu'ils voyaient où se trouvaient les emplois. Entre le début des années 1960 et la fin des années 1970, la part des élèves inscrits dans des écoles d'enseignement en anglais passa d'environ 50 à environ 90 %, tandis que les écoles chinoises, malaises et tamoules perdaient des élèves et que plusieurs fermaient.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette politique eut des coûts que le gouvernement lui-même documenta. Un examen mené par Goh Keng Swee en 1978 constata que la politique de bilinguisme était « not universally effective ». Moins de 40 % des élèves atteignaient un niveau minimal de compétence dans deux langues, tandis que seulement 11 % des recrues des forces armées possédaient une maîtrise suffisante de l'anglais.[9] De nombreux enfants venaient de foyers où l'on ne parlait ni l'anglais ni le mandarin. On leur enseignait dans deux langues qui leur étaient toutes deux étrangères. Le rapport Goh conduisit à une orientation par niveau (streaming) et à un enseignement plus systématique des langues. La Speak Mandarin Campaign lancée par Lee Kuan Yew le 7 septembre 1979, examinée au chapitre J.II, s'attaqua à l'autre moitié du problème.[10]

Le sort de l'université Nanyang marqua la fin de l'enseignement supérieur en chinois. Dans les années 1970, Lee Kuan Yew pressa l'université d'adopter l'anglais comme langue d'enseignement dans un délai de cinq ans. Après la confirmation de sa fusion avec l'University of Singapore en avril 1980, la nouvelle National University of Singapore vit le jour en août 1980.[11] Pour de nombreux Singapouriens formés en chinois, la fermeture de Nantah, comme on appelait l'université, reste un souvenir douloureux. Elle montra que le choix de l'anglais avait un prix culturel.

Le processus s'acheva en 1987, lorsque l'anglais fut officiellement désigné comme première langue du système éducatif. Les dernières écoles vernaculaires furent intégrées dans un National System of Education unique, dans lequel l'anglais est la langue d'enseignement de toutes les matières à l'exception des langues maternelles.[12] Depuis lors, chaque enfant passé par les écoles singapouriennes a été instruit en anglais, de l'école primaire à l'université. La génération entrée à l'école primaire dans les années 1980 occupe aujourd'hui nombre de postes de direction dans les banques, les cabinets d'avocats et les autorités de régulation de la place financière.

L'anglais au Parlement et devant les tribunaux

Deux institutions montrent comment l'égalité constitutionnelle des quatre langues officielles coexiste avec la primauté pratique de l'anglais. La première est le Parlement. L'article 53 de la Constitution dispose que « until the Legislature otherwise provides, all debates and discussions in Parliament shall be conducted in

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Malay, English, Mandarin or Tamil ».[13] Le règlement du Parlement (Standing Orders) reprend cette règle. Un député peut s'exprimer dans l'une quelconque des quatre langues et peut les combiner dans un même discours.[14] Les députés peuvent donc s'adresser à la Chambre dans leur langue maternelle. Les débats sur la politique de bilinguisme ou sur les affaires malaises comportent souvent des discours en mandarin, en malais ou en tamoul.

La mécanique parlementaire fonctionne néanmoins en anglais. Lorsque les moyens d'interprétation simultanée sont insuffisants, le Speaker (président) peut exiger d'un député qui souhaite s'exprimer en malais, en mandarin ou en tamoul qu'il remette à l'interprète une traduction anglaise de son discours préparé.[15] Une pétition adressée au Parlement doit être rédigée en anglais.[16] Les projets de loi sont rédigés, débattus et adoptés en anglais, de sorte que les lois publiées sur Singapore Statutes Online n'existent qu'en anglais.[17] L'investisseur qui souhaite connaître le droit dispose donc d'un seul texte faisant foi, sans avoir à comparer des versions linguistiques comme l'exigent les lois fédérales suisses.

La seconde institution est la justice. Les tribunaux exposent la situation sans détour : « All court proceedings in Singapore are conducted in English. » Les parties qui ne sont pas à l'aise en anglais peuvent recourir aux interprètes internes des tribunaux. La Supreme Court propose une interprétation en mandarin, hokkien, teochew, cantonais, malais, javanais, boyanais et tamoul, tandis que les State Courts y ajoutent le malayalam et l'ourdou.[18] Les documents rédigés dans d'autres langues sont soumis au tribunal en traduction anglaise. Les jugements sont rédigés et publiés en anglais, ce qui rend la jurisprudence singapourienne directement accessible aux juristes de tout le monde de la common law.

Notes

1. Wikipedia, "Language policy in Singapore" (consulté en novembre 2026) : statut officiel de l'anglais, du mandarin, du malais et du tamoul avec la Legislative Assembly en 1955 (citant Newman, 1986) ; malais accepté comme langue nationale après l'autonomie de 1959 ; les quatre langues déclarées officielles par le Singapore Independence Act en 1965 (citant Ng, 2017). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Constitution of the Republic of Singapore, art. 153A(1) et (2), texte publié sur constituteproject.org (Singapore 1963, rev. 2016), consulté en novembre 2026. ↩
3. Constitution of the Republic of Singapore, art. 152(2), texte publié sur constituteproject.org (consulté en novembre 2026). ↩
4. Sur l'usage du malais pour l'hymne national *Majulah Singapura* et pour les commandements d'ordre serré dans les Singapore Armed Forces, voir National Library Board Singapore, *Singapore Infopedia*, "National anthem". ↩
5. Wikipedia, "Lee Kuan Yew" (consulté en novembre 2026) : « the family spoke English as its first language » ; « Lee first started learning Mandarin in 1955, at the age of 32 » (citant son discours lors du lancement du 30e anniversaire de la Speak Mandarin Campaign, 17 mars 2009) ; le candidat du Democratic Party, Lam Thian, « capitalised on Lee's inability to converse in Chinese » lors de la campagne de 1955. ↩
6. Sur les raisons avancées pour le choix de l'anglais, voir Lee Kuan Yew, *My Lifelong Challenge: Singapore's Bilingual Journey*, Singapour, Straits Times Press, 2012, et Lee Kuan Yew, *From Third World to First: The Singapore Story 1965–2000*, Singapour, Times Editions, 2000, chapitre consacré à la langue. ↩
7. Wikipedia, "Education in Singapore" (consulté en novembre 2026) : « The bilingual policy was first adopted in 1966. » L'article indique aussi 1960 comme date d'une introduction antérieure du bilinguisme dans les écoles, une divergence qui reflète l'introduction progressive de cette politique. ↩
8. Wikipedia, "Languages of Singapore" (consulté en novembre 2026) : entre le début des années 1960 et la fin des années 1970, la part des élèves scolarisés dans des écoles d'enseignement principalement en anglais est passée de 50 % à 90 % ; la fréquentation des écoles d'enseignement en mandarin, en malais et en tamoul a diminué et certaines écoles ont fermé. ↩
9. Wikipedia, "Language policy in Singapore" (consulté en novembre 2026), citant Goh Keng Swee et al., *Report on the Ministry of Education 1978*, Singapour, 1979 : la politique de bilinguisme était « not universally

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

effective » ; moins de 40 % des élèves scolarisés avaient une compétence minimale dans deux langues ; seulement 11 % des recrues des forces armées avaient une maîtrise suffisante de l'anglais. ↩

10. Wikipedia, "Speak Mandarin Campaign" (consulté en novembre 2026) : la campagne a été « launched on 7 September 1979 by then Prime Minister Lee Kuan Yew ». ↩
11. Wikipedia, "Nanyang University" (consulté en novembre 2026) : Lee Kuan Yew « prompted the university to adopt the English language within five years » ; « in April 1980, the merger was confirmed » ; le National University of Singapore Act est entré en vigueur en août 1980. Wikipedia, "National University of Singapore" (consulté en novembre 2026), indique le 6 août 1980 dans le texte et le 8 août 1980 dans l'infobox. ↩
12. Wikipedia, "Education in Singapore" (consulté en novembre 2026) : l'anglais a été « officially designated the first language within the local education system in 1987 » ; Wikipedia, "Language policy in Singapore" (consulté en novembre 2026) : « When vernacular schools were closed in 1987, the Ministry of Education implemented the National System of Education » (citant Mohamed, 2005). ↩
13. Constitution of the Republic of Singapore, art. 53, cité dans la note 12 des Standing Orders of the Parliament of Singapore (réimpression intégrant les modifications jusqu'au 8 mai 2017), parliament.gov.sg, consulté en novembre 2026. ↩
14. Standing Orders of the Parliament of Singapore, SO 47 (« A Member may speak in English, Malay, Mandarin or Tamil as permitted by law ») et SO 48(7) (« A Member may use any or any combination of the four official languages in his speech »). ↩
15. Standing Orders of the Parliament of Singapore, SO 49(1)(a) et (b). ↩
16. Standing Orders of the Parliament of Singapore, SO 18(5)(g) : « Every Petition shall be written in the English language. » ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

17. Sur la rédaction et la publication de la législation singapourienne en anglais, voir Attorney-General's Chambers, Singapore Statutes Online (sso.agc.gov.sg), où toutes les lois et tous les textes d'application sont publiés en anglais ; aucune disposition légale prescrivant l'anglais comme langue de la législation n'a été identifiée. ↩

18. Singapore Courts, "Interpretation services", judiciary.gov.sg (consulté en novembre 2026) : « All court proceedings in Singapore are conducted in English » ; interprétation interne en chinois (mandarin, hokkien, teochew, cantonais), malais, javanais et boyanais, et tamoul auprès de la Supreme Court et des Family Justice Courts, avec en outre le malayalam et l'ourdou auprès des State Courts. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com